

# Inde, Modi et le BJP : la droite nationaliste hindoue au pouvoir, une rupture ?

samedi 16 août 2014, par [SCHNEIDER Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 1er août 2014).

## Sommaire

- [Une victoire de Narendra \(...\)](#)
- [RSS, BJP et droite nationalist](#)
- [Le clientélisme confronté aux](#)
- [Le vote des femmes](#)
- [La non-percée du Parti anticor](#)
- [Les partis régionaux et \(...\)](#)
- [Et maintenant ?](#)

Les résultats des élections législatives indiennes ont été bien au-delà des prévisions. Soutenu par de larges secteurs des milieux d'affaires indiens comme internationaux, le BJP, parti de la droite nationaliste hindoue, l'a très largement emporté sur le parti du Congrès, discrédité par sa gestion gouvernementale. Si les partis régionaux ont maintenu leur influence, le Parti anticorruption a essuyé un échec, tandis que la gauche a quasiment disparu du parlement.

Les élections législatives ont été à la mesure du sous-continent : 815 millions d'électeurs, 1600 candidats, 930 000 bureaux de votes, 100 millions de nouveaux votants depuis 2009. Le processus électoral s'est étalé sur cinq semaines pour se terminer le 16 mai 2014. Avec seulement 31 % des voix, le Bharatiya Janata Party, Parti du peuple indien, qui avait accédé pour la première fois au pouvoir en 1998, a remporté bien plus de la moitié des 543 sièges du parlement.

Le parti du Congrès, qui dirigeait le gouvernement précédent, n'a obtenu que 44 sièges. C'est plus qu'une défaite, un effondrement pour le parti historique de l'indépendance indienne, laïque [1]. Au pouvoir pendant 54 ans durant les 67 années ayant suivi l'indépendance, c'est lui qui a initié à partir de 1991 la libéralisation de l'économie, avant de poursuivre dans cette voie sous la direction de Manmohan Singh, premier ministre de 2004 à 2014. Le Congrès est devenu le parti d'une dynastie, les descendants de Nehru et de sa fille Indira Gandhi. Son rejet était prévisible après de grands scandales de corruption et les mauvais résultats économiques (inflation élevée et ralentissement de la croissance). Son électorat traditionnel (dalits [2], adivasis [3], basses classes et pauvres urbains) s'est ainsi reporté en grande partie sur le BJP.

## Une victoire de Narendra Modi avant celle du BJP ?

La campagne de ce parti s'est appuyée sur les succès obtenus dans le développement économique de l'Etat du Gujarat, dont son candidat, Narendra Modi, était le premier ministre. Le leader du BJP a incarné les aspirations des classes moyennes et d'une partie de la population pauvre qui attend qu'il reproduise ce processus à l'échelle de l'Inde.

Bien sûr, un tel développement est une fiction pour les habitants pauvres de cet Etat. Mais les

milieux d'affaires, indiens comme internationaux, considèrent que la politique de Modi - construction d'infrastructures électriques et routières, emplois à la demande des entreprises, bonne gouvernance - a répondu à leurs intérêts. Des financiers internationaux comme la banque Goldman Sachs ont ainsi fait ouvertement le choix du BJP. Ils veulent croire que Modi est capable de reproduire une telle politique dans l'ensemble du sous-continent.

Selon eux, si la croissance économique ne permet pas de donner du travail aux millions d'Indiens qui arrivent chaque année sur le marché du travail, c'est parce qu'une série de réformes (libérales bien sûr) n'ont toujours pas été réalisées. Les inégalités continuent pourtant de ravager le pays. Les routes et l'électricité font toujours défaut pour la majorité de la population, de très nombreux enfants restent sans accès à l'éducation, la malnutrition comme la mortalité infantile continuent de faire des ravages parmi les 400 millions les plus pauvres, qui doivent survivre avec un dollar par jour. Selon une étude du cabinet McKinsey parue en février, 680 millions de personnes - soit plus d'un Indien sur deux - manquent d'eau potable, de soins et d'une éducation de qualité.

### **RSS, BJP et droite nationaliste hindoue**

Les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne avaient privé de visa ou boycotté Narendra Modi après les émeutes et le carnage communautaire du Gujarat, en 2002, quand un millier de personnes, essentiellement des musulmans, avaient été tuées. Modi, premier ministre de cet Etat et sa police avaient alors été accusés de laissez-faire et de complicité. Douze ans après, désormais à la tête de l'Union indienne, il est redevenu « fréquentable ».

Créé en 1980, le BJP fait appel à la fois au vote hindou et à celui de l'élite indienne. Il a formé une coalition électorale, le NDA, au pouvoir fédéral de 1998 à 2004 et dans huit Etats fédérés [4] avant les élections de 2014. Il faudrait croire aujourd'hui que Modi a formé un gouvernement de centre-droit et s'est détaché de son passé au sein d'une droite nationaliste hindouiste fascisante, le RSS [5], dont il est un ancien cadre.

Revendiquant deux millions de membres, le RSS est l'organisation mère de toute l'extrême droite hindoue. Créée après la vague révolutionnaire de 1920, elle se définit comme une association culturelle de droite aux positions anti-islam très tranchées et prône l'idéologie nationaliste de l'Hindutva, « l'identité hindoue ». C'est un groupe fascisant mais qui n'assume pas un discours de légitimation de la violence, car le reconnaître le mettrait hors-la-loi. Il préfère les démonstrations de force lors de rassemblements aux allures militaires. Le nationalisme indien est similaire au nationalisme musulman de la Ligue musulmane au Pakistan.

Les résultats du BJP ont été très bons dans des Etats qui ont connu dans un passé plus ou moins proche de violentes émeutes communautaires : Mahastra, Gujarat, Madhya Pradesh, Bihar, Assam, Uttar Pradesh. Les craintes de voir ressurgir des émeutes et des pogroms à l'initiative de militants et partisans de cette extrême droite, encouragée par la victoire du BJP, sont fortes parmi les 176 millions de musulmans que compte l'Inde.

### **Le clientélisme confronté aux évolutions de la société**

Avant ces élections, une série de questions restaient ouvertes : les partis régionaux, basés sur des identités de caste, de langue, de communauté allaient-ils bénéficier du rejet du parti du Congrès ? Les partis du « Front de gauche », déconsidérés pour leur politique libérale au gouvernement du Bengale, allaient-ils regagner du terrain ? Verrait-on un vote des campagnes (deux tiers des

circonscriptions) opposé à un vote des villes (deux tiers du revenu national) ? Qu'allaient faire les 100 millions de nouveaux jeunes électeurs ? Comment se manifesterait leur préoccupation d'avoir de meilleures conditions de vie, un travail dans une Inde prospère ? Allaient-ils être sensibles au mouvement anti-corruption et au rejet des politiciens corrompus de ces dernières années ? Qu'allait être le vote des femmes, lié aux débats sur le viol et aux manifestations pour plus de sécurité ?

Avant les élections, la presse indienne insistait beaucoup sur le poids d'un nouvel électorat : la jeunesse. Il est vrai que la moitié des 1,2 milliard d'Indiens a moins de 26 ans et ne se souvient guère des conditions dans lesquelles les réformes libérales ont été mises en place dans les années 1990. Parmi les votants, 40 % auraient moins de 35 ans, leur principale préoccupation étant de trouver un travail, sans avoir forcément beaucoup de recul sur ce que valent les promesses électorales.

L'opposition entre zones rurales et urbaines génère de nombreuses tensions. La population qui n'a pas encore migré vers les villes souffre de l'absence de perspectives, tout en étant confrontée à une « classe moyenne » urbaine qui la considère de plus en plus comme un fardeau. Dans le passé, les campagnes électorales du Congrès étaient censées lui gagner le soutien des pauvres des campagnes, auxquels il promettait des créations d'emplois et la sécurité économique, grâce notamment à des subventions sur le riz et le blé. Mais l'échec est patent : les subventions sont incompatibles avec la nouvelle politique économique et les créations d'emplois dans le secteur formel sont très insuffisantes. Des millions de jeunes ont quitté les champs pour devenir conducteurs de camions ou travailleurs de la construction, tout en étant influencés par la culture urbaine au travers de la télévision, du téléphone et d'internet. Le lien est désormais distendu avec le parti du Congrès et sa pratique traditionnelle fondée sur le clientélisme.

Les journaux indiens ont souligné que l'électorat traditionnel demandait plus de protection sociale, un statut préférentiel pour une caste ou sous-caste, des emplois gouvernementaux. Cela a d'ailleurs été l'argument des partis régionaux : être représentés par « l'un d'entre nous » sur un créneau spécifique (les castes inférieures, les intouchables, les musulmans...). A l'inverse, le BJP s'est présenté davantage comme un parti modernisateur, désireux de surmonter les archaïsmes et particularismes hérités du passé, même s'il a joué à fond la carte de l'hindouisme censé unir toute la nation indienne.

## **Le vote des femmes**

En décembre 2012, la mobilisation de la classe moyenne suite au viol d'une jeune femme dans un bus avait entraîné des manifestations monstres et un débat public à l'échelle nationale. Malheureusement cette mobilisation spectaculaire a surtout masqué depuis l'ampleur du harcèlement sexuel, des violences faites aux femmes, du viol comme instrument de domination destiné à rappeler aux femmes des basses castes leur infériorité, à affirmer un ordre social sur injonction d'un conseil de village, à punir une relation interdite par la communauté ou la caste, ou simplement à s'opposer aux femmes qui affirment leur liberté dans la société. Récemment encore, deux adolescentes intouchables ont été violées et pendues par des hommes de haute caste, en Uttar Pradesh. Le chef du gouvernement de cet Etat avait affirmé pendant la campagne des législatives son opposition à la peine de mort pour les violeurs, au motif que « *ce sont des garçons, ils peuvent faire des erreurs.* »

Les femmes votent depuis 1952. Elles représentent 388 des 815 millions d'électeurs, soit 47,6 % du corps électoral. Elles sont cependant peu représentées à la Chambre Basse, où seulement 59 d'entre elles avaient été élues en 2009. Paradoxalement, des femmes dirigent des partis régionaux ou

exercent des fonctions de responsabilité dans les gouvernements locaux ou fédéral : Jayalalithaa Jayaram dans l'Etat du Tamil Nadu, Mamata Banerjee au Bengale Occidental, ou Mayawati Kumari dans l'Uttar Pradesh. Ces symboles participent à leur manière d'une certaine évolution. Mais n'oublions pas que le Pakistan voisin a été dirigé par une femme (Benazir Bhutto) et que cela a aussi été le cas au Bangladesh, sans que le sort de millions d'autres femmes ne s'améliore.

## **La non-percée du Parti anticorruption**

La corruption se manifeste à tous les niveaux de la société, qu'il s'agisse pour un entrepreneur de remporter un marché public ou pour l'homme de la rue d'effectuer une démarche courante. Son coût annuel est évalué entre 4 et 12 milliards de dollars. Du point de vue des intérêts généraux de la bourgeoisie, c'est clairement un frein et une « complication » pour les investissements. Manmohan Singh, le premier ministre sortant du Congrès, a été accusé d'avoir touché de l'argent en échange de concessions minières, et des ministres - représentants du Congrès ou de son « alliance » - ont été éclaboussés par des scandales liés à l'organisation des Jeux du Commonwealth de 2010 ou aux contrats de licences de la téléphonie mobile. A la corruption s'ajoute diverses formes d'archaïsme et de clientélisme, dont le Congrès n'a en réalité pas le monopole

C'est dans ce contexte que sont apparues en 2011 des manifestations anti-corruption, qui ont mobilisé en premier lieu la classe moyenne, mais aussi des secteurs plus larges, d'abord autour d'Anna Hazare, un leader controversé qui encensait le développement économique du Gujarat. Le mouvement parti de la ville de Delhi a ensuite influencé les petites villes et la campagne. Puis c'est le Parti de l'homme du peuple (Aadmi Party, AAP) qui a été fondé fin 2012, sans que son programme économique soit bien défini. Il était l'outsider des élections avec son leader Arvind Kejriwal, mais s'est retrouvé l'un des grands perdants puisqu'avec 400 candidats dans le pays, choisis sans considération de caste ou de religion, il n'a obtenu que quatre élus.

## **Les partis régionaux et la gauche**

Lors des scrutins précédents, les partis régionaux avaient été des pièces essentielles du puzzle électoral indien. Ayant émergé avec l'essor d'intérêts privés, le développement capitaliste qui bénéficie à certaines parties du pays au détriment d'autres, ils sont basés sur des identités de caste, de langue, de communauté, de région. La plupart ont un programme libéral et sont opportunistes vis-à-vis du BJP. Mais au niveau national, ils peuvent se retrouver en opposition entre eux, chacun défendant le développement de « son » capitalisme régional, de « son » Etat.

Quant à la gauche, elle est aujourd'hui discréditée même dans ses implantations traditionnelles. De 2004 à 2008, les partis communistes ont soutenu l'Alliance du Congrès et ont fait l'expérience du gouvernement fédéral. Selon le secrétaire du Parti communiste d'Inde (marxiste), ils y ont fait pression pour des mesures en faveur de la population avec les lois sur le droit à l'information, le droit aux ressources de la forêt, la garantie d'un emploi rural. Ils sont sortis du gouvernement parce que la politique d'augmentation du prix du riz et les affaires de corruption les discréditaient. En 2011, aux élections régionales au Bengale, c'est leur adversaire Mamata Banerjee qui l'avait emporté, en réaction à la politique de privatisation des terres menée par le gouvernement du PCI(M). Après les législatives de 2014, ils ne leur reste plus au niveau national que dix députés.

## **Et maintenant ?**

Les militants de nombreuses ONG se voient reprocher de recevoir des subventions de l'étranger, comme c'est le cas avec la criminalisation des militants anti-nucléaires au Tamil Nadu.

Pour les paysans, les régulations et les subventions risquent d'être supprimées. Modi parle de développement « inclusif » mais les paysans adivasis et ceux qui ont été expulsés pour la construction de barrages dans la Narmada Valley attendent toujours les compensations en terres qui leur avaient été promises.

Les multinationales vont certainement se voir ouvrir encore plus grand les portes d'accès aux matières premières et à une main d'œuvre sans protection et avec des salaires minimaux très bas.

Pendant ce temps, les travailleurs (situés à 90 % dans le secteur informel) attendent toujours la création d'un fonds de sécurité sociale comme la garantie d'un salaire minimum.

**Christine Schneider**

---

---

**P.-S.**

\* Paru dans la Revue L'Anticapitaliste n°56 (été 2014). <http://www.npa2009.org>

---

### **Notes**

[1] Laïque au sens anglais de secular.

[2] Dalits, autre nom des intouchables ou exclus du système de castes.

[3] Adivasis, nom des aborigènes en Inde.

[4] L'Inde est un pays fédéral, composé de 29 Etats et 7 territoires.

[5] Rashtriya Swayamsevak Sangh, Association des volontaires hindous.